

Virage à gauche aux Pays-Bas

vendredi 17 mars 2006, par [SMITH Murray](#) (Date de rédaction antérieure : 16 mars 2006).

Le 7 mars, des élections municipales ont eu lieu aux Pays-Bas. Les partis de la coalition de droite au pouvoir ont été désavoués. La démocratie chrétienne (CDA) a perdu 300 de ses 2 050 sièges. Ses partenaires libéraux ont aussi reculé.

Amsterdam,

Aux Pays-Bas, le grand gagnant des élections municipales du 7 mars est le Parti travailliste (PvdA), qui obtient 1988 sièges, 670 de plus qu'en 2002. Les orientations sociales-libérales de ce parti le rapprochent davantage de son homonyme britannique que du PS français. Les électeurs s'en sont néanmoins servis pour punir la droite, en ce qui pouvait représenter un avant-goût des législatives de 2007. Fait notable dans une élection où la droite avait agité l'épouvantail du péril islamiste et le spectre d'une révolte des banlieues à la française, les électeurs immigrés ont voté massivement à gauche, surtout pour le PvdA. Dans ces élections, non seulement les citoyens néerlandais avaient le droit de vote, mais également ceux de l'Union européenne et les autres étrangers justifiant de cinq ans de résidence légale.

Le deuxième événement marquant de ces élections fut la percée du Parti socialiste (SP, gauche radicale). Avec 5,7 %, le SP a doublé son score national. Il s'est présenté dans une centaine de communes - une quarantaine de plus qu'en 2002. Le SP a progressé, non seulement en se présentant dans un plus grand nombre de communes, mais en augmentant ailleurs. Il passe ainsi de 7,7 % à 13,3 %, à Haarlem de 6,9 % à 18,3 %, à Leiden de 7,4 % à 16,4 %, à Utrecht de 6 % à 11 %, à Eindhoven de 7,4 % à 12,9 %. Dans la ville de Vught, où le SP s'est présenté pour la première fois, il est devenu, avec 22,9 % le premier parti de la ville, comme il l'est dans six autres villes. Les listes populistes de droite Leefbaar (« Vivable ») sont en recul partout. Mais, dans son bastion de Rotterdam, même si le PvdA devient le premier parti, Leefbaar ne perd que trois de ses dix-sept sièges. C'est à Rotterdam que le SP a dû batailler le plus, passant de 3 % à 6,6 % et de un à trois conseillers municipaux, dont un camarade du SAP, section néerlandaise de la IV^e Internationale.

Le SP est devenu le quatrième parti du pays et le deuxième à gauche. L'autre parti traditionnellement à gauche du PvdA, Groene Links (« Gauche verte ») n'a pratiquement pas progressé. Il est vrai qu'à la différence du SP, Groene Links faisait campagne pour le « oui » au référendum sur le traité constitutionnel européen. Le SP est un parti difficilement classable. D'origine maoïste, il constitue aujourd'hui un parti large de la gauche radicale, fortement opposé au néolibéralisme. Mais son programme immédiat ne remet pas en cause le capitalisme et ses références au socialisme sont très générales.

Néanmoins, le SP est en train d'évoluer. Il y a quelques années, il avait le profil d'une classe ouvrière néerlandaise blanche et masculine. Aujourd'hui, davantage de femmes et de jeunes, ainsi que de cadres non issus du noyau maoïste d'origine, en font partie. Certaines des positions du SP posent problème, notamment sur la question des immigrés. Le parti veut contrôler l'entrée des travailleurs étrangers, en particulier dans le cadre de l'Europe des Vingt-Cinq. La direction motive cette position en expliquant que ce n'est bon ni pour les salariés hollandais, ni pour les immigrés,

obliger de travailler pour des salaires au rabais. Mais dans son activité, le SP met de plus en plus l'accent sur la lutte en faveur de l'égalité des droits et des salaires pour les immigrés qui sont déjà là, et sur le besoin de les syndiquer. D'ailleurs, le SP a augmenté sa part de votes immigrés et il a fait élire des conseillers immigrés.

Plus préoccupante est sa volonté affichée de gouverner avec le PvdA. Malgré l'opposition de ce dernier, la question peut se poser. Des sondages donnent au SP dix-sept à dix-neuf sièges (sur 150) aux prochaines législatives et prévoient une majorité PvdA/SP/Groene Links. Cela mettrait le SP devant un choix. Car combattre le néolibéralisme tout en gouvernant avec le PvdA relève de la quadrature du cercle.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2150 du 16 mars 2006.